



**Agir ensemble pour nos territoires**

**APPEL D'OFFRES  
CCAP 25AO0001**

## **CAHIERS DE CHARGES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

**MARCHE D'ENTRETIEN DES ESPACES VERTS DES  
DIFFERENTS SITES DE LA CAF GUADELOUPE ET  
DE SAINT-MARTIN**

**CCAP**



## 1 Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent les prestations suivantes :

**Entretien des espaces verts des différents sites de la CAF Guadeloupe et de Saint-Martin**

## 2 Décomposition du marché

### 2.1 Intervenant du marché

Le suivi du marché sera assuré par le Pôle PLS de la Caf Guadeloupe.

L'entreprise titulaire du marché identifié par « Le TITUALIRE »

### 2.2 Allotissement

La prestation fait l'objet d'un allotissement dans les dispositions suivantes :

- Lot 1 Tonte et entretien des espaces verts hors taille des arbres et haies en Guadeloupe*
- Lot 2 Tonte des espaces verts hors taille des arbres et haies à Marie-Galante*
- Lot 3 Tonte des espaces verts hors taille des arbres et haies à Saint-Martin*
- Lot 4 Elagage des arbres et taille des haies*

## 3 Pièces constitutives et obligations

### 3.1 PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Le marché est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

Pièces Particulières :

- Les actes d'engagement et leurs annexes éventuelles ;
- Les Cahiers des clauses techniques particulières CCTP et ses éventuelles annexes ;
- La mise au point du marché, le cas échéant ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières et ses éventuelles annexes ;
- Les Cahiers des clauses techniques particulières CCTP et ses éventuelles annexes ;

- L'attestation de visite des lieux ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants ;

#### Pièces Générales :

- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics de fournitures courantes et de services (approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021) ;
- Les normes françaises en cours, relatives à la maintenance, ou toute autre norme jugée équivalente qui transpose les normes européennes

Le Titulaire se conformera à l'ensemble des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, normes, DTU, directives, procédures, consignes et/ou dispositions relatives à l'état d'art, qu'ils soient locaux, nationaux européens ou internationaux, en vigueur au jour de la réalisation de ses prestations.

### 3.2 Assurances

Le Titulaire doit justifier qu'il dispose d'un contrat d'assurance en cours de validité couvrant ses responsabilités en cas d'accident, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages matériels causés au tiers à l'occasion des prestations objets de l'accord-cadre.

Le titulaire déclare avoir souscrit une assurance responsabilité civile professionnelle, pour tous les dommages tant corporels que matériels ou immatériels causés à des tiers, y compris à l'organisme.

Le titulaire devra, en particulier, veiller à ce que cette assurance couvre tous les dommages pouvant intervenir dans le cadre de l'exécution de la prestation, objet du marché. Cette police d'assurances "responsabilité civile" devra comporter une garantie suffisante et être en rapport avec l'objet du marché.

Ces dispositions complètent celles prévues à l'article 9 du CCAG-FCS.

### 3.3 Réparation des dommages

Les dommages de toute natures causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute natures causés au personnel ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

Tant que les fournitures restent la propriété du titulaire, celui-ci est, sauf faute du pouvoir adjudicateur, seul responsable des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction

d'équipements fournis par le pouvoir adjudicateur au matériel du titulaire et causant des dommages à celui-ci.

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

#### 3.4 La Sous-Traitance

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son accord-cadre, à condition d'avoir obtenu, de l'Organisme, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Il est précisé que les contrats de sous-traitance sont soumis aux mêmes conditions d'intervention que le présent accord-cadre. En aucun cas, ils ne peuvent être en contradiction ou inférieurs en qualité au présent accord-cadre, le Titulaire restant responsable des interventions de ses sous-traitants.

Le Titulaire prend toutes dispositions pour assurer la coordination des interventions des entreprises sous-traitantes agréées.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet l'Organisme (ou lui adresse par lettre recommandée avec A.R.) l'Acte Spécial de sous-traitance.

L'acte d'engagement éventuellement complété par les annexes ou par les actes spéciaux, indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur mandataire et aux sous-traitants.

Les conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont identiques à celles de l'accord-cadre principal en particulier en ce qui concerne :

- Le mois d'établissement des prix,
- Les stipulations relatives aux délais, pénalités et retenues diverses

#### 3.5 Protection de la main d'œuvre

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France, lorsque la possession de ce titre est exigée, en vertu de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

### 3.6 Obligation de discrétion

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel avec son personnel et à l'obligation de réserve pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, documents et décisions dont il a connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Il s'interdit notamment toutes communications écrites ou verbales sur ces sujets, ainsi que toute remise de documents à des tiers, sans l'accord préalable exprès de l'organisme.

En cas de non-respect de cette obligation, les contrevenants s'exposent aux poursuites pénales prévues par la législation en vigueur, sans préjudice des actions civiles en dommages et intérêts auxquels l'organisme ou la personne affectée peut prétendre.

#### **Les prestations sont soumises aux règles relatives à la Laïcité et neutralité.**

Le titulaire et ses sous-traitants, amenés à intervenir sur site, sont soumis au règlement intérieur du pouvoir adjudicateur, et notamment à l'article relatif à la neutralité et laïcité.

Ainsi, il est attendu que la tenue vestimentaire des salariés traduise le respect de ces obligations. Il est rappelé au titulaire du marché qu'il est de sa responsabilité de faire connaître et respecter ce règlement intérieur par son personnel, ainsi que par toute personne qui interviendrait à sa demande dans le cadre du marché. Si nécessaire, le titulaire du marché peut obtenir communication de ce règlement sur simple demande.

Le titulaire doit s'assurer que les entreprises sous-traitantes placées sous sa responsabilité respectent cette clause.

L'organisme s'engage à maintenir confidentielles les informations signalées comme telles par le titulaire qu'elle recevrait de celui-ci.

### 3.7 RGPD

Le titulaire s'engage, ainsi que ses sous-traitants à respecter le règlement UE n° 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (dit règlement RGPD).

Le titulaire s'engage, ainsi que sous-traitants à respecter l'ordonnance n°2018-1125 du 12 décembre 2018 relative à la protection des données personnelles.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le représentant du maître de l'ouvrage, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature, par les parties au marché, d'un avenant.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

### 3.8 Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires. La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

## 4 Durée et grève

### 4.1 Durée du marché/ Délai d'exécution

La durée du marché est fixée à 24 mois et est reconductible 2 fois par période de 12 mois, par tacite reconduction sans que la durée puisse excéder les 48 mois.

En cas de non-reconduction, la décision sera notifiée au titulaire au moins 3 mois avant l'échéance.

### 4.2 Grèves

En cas d'arrêt de travail pour faits de grève de salariés, l'entreprise titulaire du marché sera tenue d'effectuer intégralement les prestations du marché, dès le deuxième jour suivant la date de l'arrêt de travail.

L'article 45 du Cahier des Clauses Administrative Générales, fournitures courantes et services « exécution aux frais et risques du titulaire » pourra être appliqué 48 heures après l'envoi d'une lettre recommandée de mise en demeure d'intervenir et communication par fax du contenu de la lettre recommandée au titulaire qui n'aurait pas été suivie d'effet.

### 4.3 Continuité de service

Dans les trois mois suivant la date de notification du marché au Titulaire, celui-ci devra avoir rédigé et présenté au Pouvoir Adjudicateur un plan de continuité d'activité (PCA) de l'entreprise, indiquant les mesures prises pour que la prestation effectuée ne soit pas ou très peu dégradée, quels que soient les incidents ou accidents humains, technologiques ou naturels qu'aurait à subir le Titulaire lors d'une crise.

Avant l'élaboration du PCA par le Titulaire, un entretien préalable sera organisé avec le responsable du Pôle Patrimoine à cet effet afin de lui préciser les attendus de celui-ci.

Le Titulaire s'engage à tenir à jour ce PCA et à communiquer sans délai toute modification impactant sa prestation sur les sites du Pouvoir Adjudicateur.

## 5 Prix

### 5.1 Forme des prix

L'ensemble des prestations décrites au CCTP, quelle que soit leur périodicité, est inclus dans le prix forfaitaire mensuel.

Les prix sont exprimés en euros hors TVA et tous frais compris. La TVA est appliquée au taux légal en vigueur à la date d'exécution des prestations.

Le Titulaire ne peut en aucun cas se prévaloir d'une erreur d'appréciation pour obtenir une modification du prix.

### 5.2 Caractéristique des prix pratiqués

Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en considérant comme incluses outre les sujétions définies à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les contraintes normalement prévisibles : intempéries, phénomènes naturels, habituels dans la région d'exécution des prestations.

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG FCS, Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Le titulaire devra exécuter comme étant prévus dans son prix, sans exception ni réserve, toutes les prestations de sa profession nécessaires et indispensables pour l'achèvement complet de ses prestations, selon les règles de l'art, les normes, règlements et textes en vigueur.

En cas de cotraitance conjointe ou solidaire, les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectués par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

Les prestations seront réglées par application des quantités et prix indiqués dans le bon de commande. Au vu du secteur d'activité et de la réactivité nécessaire à l'exécution du marché, il n'est pas prévu de majoration de prix pour commande tardive.



### 5.3 Variation des prix

**Le présent marché est passé à prix ferme la première année. Ils seront révisés chaque année à date anniversaire de l'accord-cadre** selon les modalités suivantes :

Le titulaire adressera sa demande de révision au plus tard 2 mois avant, la date de mise en œuvre, accompagnée des documents justificatifs de la révision.

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix initiaux (Po) de l'accord-cadre d'un coefficient donné par les formules suivantes :

$$P = Po \times (0,125 + 0,875(I_n/I_0))$$

P= Prix actualisé

Po = Prix initial

selon les dispositions suivantes :

- I : coefficient de révision.
- I(n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- I(o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

I = valeur de l'indice **INSEE Identifiant 001711017 Index divers de la construction - EV4 - Travaux d'entretien d'espaces verts - Base 2010.**

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

Le calcul de la révision des prix est pris en charge et à l'initiative du titulaire. Ce dernier produit les pièces permettant de justifier du calcul de la révision réalisée. Les demandes de paiement sont présentées en incluant l'effet de la révision de prix à la date d'anniversaire du marché.

La révision des prix ne pourra pas être rétroactive, elle sera uniquement applicable sur la période de reconduction à venir.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

À la date mentionnée dans la périodicité de révision des prix, le Titulaire adresse **au Pouvoir Adjudicateur** par courrier en recommandé avec accusé de réception le détail du prix révisé calculé au moyen de la formule de révision des prix susvisée.

Le silence de l'Organisme dans un délai de 21 jours calendaires à compter de la réception du courrier de révision vaut acceptation du prix révisé.



**NOTA :** En l'absence de transmission de révision des prix par le titulaire, les prix en cours restent valides jusqu'à la communication d'un document exploitable, sans pénalités, ni rétroactivité des prix.

### 5.3.1 Clause de sauvegarde

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de rejeter les nouveaux prix et de résilier le lot concerné sans indemnités de marché pour la partie non exécutée des prestations à la date de changement de tarif lorsque l'augmentation dépasse un pourcentage de 5 % par rapport aux prix de l'année précédente.

### 5.3.2 Disparition d'un indice

Si un indice vient à cesser d'exister, les deux parties se mettent d'accord pour le poursuivre sur d'autres bases sans qu'il puisse en résulter l'ouverture d'un droit à indemnité de part et d'autre.

## 5.4 Modalités de règlement

### 5.4.1 Prestations au forfait et hors forfait

#### A/ Prestations au FORFAIT

Les **prestations au FORFAIT** font l'objet d'une facture et sont réglées mensuellement à terme échu. Le montant du forfait correspond au montant du forfait global figurant dans l'Acte d'Engagement.

#### B/ Prestations au HORS-FORFAIT à bon de commandes

Les **prestations HORS-FORFAIT** font l'objet d'une facturation, sont réglées après admission des prestations :

- Pour les commandes particulières sur prestations annexes : elle sera réglée après exécution des prestations dûment validées par la CAF de la Guadeloupe.
- A termes échus, le cas échéant d'un ordre de service dépassant de manière unitaire 10.000 euros hors taxes

Les factures relatives au marché forfaitaire doivent être dissociées de celle prévues par les prestations hors forfait.

### 5.4.2 Présentation des demandes de paiement

L'acte d'engagement et les actes spéciaux éventuels indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire et à ses sous-traitants ;
- au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

Lorsque le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les demandes de paiement sont datées et comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro et la date du marché et de chaque avenant, ainsi que le cas échéant la date et le numéro du bon de commande ;
- les nom, n° Siret et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- les livraisons effectuées et les prestations exécutées ;
- la date de livraison ou d'exécution des prestations ;
- le montant HT des prestations exécutées, éventuellement ajusté ou remis à jour et diminué des réfections fixées conformément aux dispositions de l'article 25.3 du CCAG FCS ;
- le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- le montant total des prestations ;
- les indemnités, primes, et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique.

Les demandes de paiement seront envoyées via chorus pro :

**Identifiant : 31456082200194**

**Structure : Caisse d'allocations familiales de la Guadeloupe**

Les pénalités, dont le titulaire pourrait être redevable, seront réglées au moyen de retenues sur les paiements à lui faire.

### 5.4.3 Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de présentation de facture non conforme, ce délai est suspendu par l'organisme adhérent.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire par courriel ou fax. Elle précise les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la réception par l'organisme adhérent, de la totalité des justifications qui ont été réclamées au titulaire.

A compter de la réception de ces justifications, court un nouveau délai de 30 jours, ou égal au solde restant à courir à la date de suspension si ce solde est supérieur à 30 jours.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## 5.5 Avance

---

Sans Objet.

## 5.6 Pénalités

---

Les pénalités sont appliquées du simple fait de la constatation du retard par le Pouvoir Adjudicateur et sont cumulables.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire ne saurait être exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasserait pas 1000 euros pour l'ensemble de l'accord-cadre, sauf décision contraire du pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 14.1.2, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

### **Pénalités pour retard**

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 100,00 € par jour de retard constaté en cas de non-respect du planning d'intervention et ce, sans mise en demeure préalable.

### **Pénalités pour mauvaise exécution de l'accord-cadre**

En cas de mauvaise exécution des prestations, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 150,00 € par prestation.

### **Pénalités pour perte de clés**

En cas de perte de clés, les pénalités applicables sont fixées à hauteur des frais de reproduction des clés et le changement de la serrure de sécurité.

### **Pénalités pour détérioration d'un arbre**

Tronc d'arbre écorcé ou branche charpentière cassée : 500 euros HT par détérioration constatée par le pouvoir adjudicateur.

### **Pénalités pour non-respect des règles sanitaires**

Absence d'EPI : 50 euros HT par infractions constatées et suspension de l'accord-cadre en cas d'infractions répétées.

### Pénalités pour pollution du site

Pollution liée à la présence de carburant, huile, déchets, etc. : 200 euros HT par constat

## 6 Conditions d'exécution des prestations

Les prestations à réaliser et les délais d'intervention sont décrits dans le CCTP (clauses techniques)

Le candidat décrit ses modalités d'exécution dans le mémoire méthodologique.

### 6.1 Interlocuteurs

**Organisme** : Le responsable du Pôle Patrimoine de la Caf Guadeloupe ou son représentant

**Titulaire** : Le titulaire désigne un responsable, interlocuteur direct de l'organisme, dès la notification du marché. Il est présent sur site, pour les réunions convoquées par l'organisme, et a un pouvoir suffisant pour engager le titulaire.

En cas de changement, le titulaire désigne rapidement un remplaçant, sans interruption dans les missions.

A la notification, et à chaque changement, le titulaire transmet l'organigramme de l'agence en charge de la prestation.

### 6.2 Notifications et communications

Les notifications au Titulaire des décisions et informations du Pouvoir Adjudicateur ou du responsable de Patrimoine pourront être faites :

- Soit directement au Titulaire, ou à son représentant dûment qualifié, contre récépissé ;
- Par lettre recommandée avec accusé de réception, la date de l'avis de réception postale par le Titulaire étant retenue comme date de notification ;
- Soit par courriel (messagerie électronique). Ces modes de notification seront privilégiés.

Toutefois, tout moyen de communication, adapté à la demande en fonction de l'urgence peut être utilisé : téléphone, mail ....

Le Titulaire utilise le mode de réponse demandé par le Pouvoir Adjudicateur, ou du responsable de l'Organisme. Toute réponse par téléphone est confirmée par écrit.

Si le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service, ou d'un bon de commande appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion les présenter par écrit dans un délai de huit jours à compter de la notification de l'ordre de service (dérogation aux articles 3.7 et 3.8 du CCAG FCS).

Adresses électroniques : pour toutes correspondances relatives au marché

Organisme : [caf971-marches@caf.fr](mailto:caf971-marches@caf.fr)

Titulaire : dès le début du marché le titulaire communique une adresse électronique pour toute correspondance relative à celui-ci.

### 6.3 Réunions de suivi

---

Des réunions de suivi sont mises en place à l'initiative de l'organisme.

Fréquence : semestrielle

Ces réunions ont pour objet entre-autres :

- D'établir le bilan de la période écoulée au vu des remarques des usagers et de la réalisation des prestations
- De rechercher des solutions d'amélioration de l'organisation du travail et de la qualité
- De faire le point sur les effectifs du Titulaire (remplacements, comportements, etc.)
- De mettre à jour, le cas échéant, le plan de prévention.
- La première réunion aura lieu un mois au plus tard après le début des prestations.

### 6.4 Réunions exceptionnelles

---

En cas de dysfonctionnement, de qualité insuffisante de la prestation, ou si une situation particulière l'exige l'organisme peut convoquer le titulaire pour une réunion exceptionnelle.

Le titulaire sera obligatoirement représenté par son responsable. La convocation est confirmée par courrier électronique deux jours au moins avant la date fixée.

Lors de cette réunion, l'organisme explique au titulaire le dysfonctionnement constaté, et expose les mesures éventuelles qu'il compte prendre (réactions, pénalités).

Cette réunion doit permettre aux deux parties d'analyser le dysfonctionnement et de trouver les solutions permettant d'y mettre fin.

### 6.5 Faute grave

---

En cas de faute grave ou de non-respect caractérisé des clauses du présent contrat par un préposé du titulaire, l'organisme peut exiger le retrait du préposé et son remplacement dans un délai de 48h.

## 6.6 Diverses modalités

### 6.6.1 Suspension des prestations

Le représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité pour des raisons motivées de suspendre des prestations programmées dans le cadre des marchés subséquents notamment en cas de :

- fermeture temporaire d'un site ou d'une partie d'un site (zones, paliers etc...) par suite de travaux,
- de déménagement,
- d'inoccupation temporaire de locaux par suite de mise en place du télétravail le cas échéant.

La liste énoncée ci-dessus n'est pas exhaustive.

Dans ce cas, le Pouvoir adjudicateur ou son représentant devront en informer, par écrit, le Titulaire dans un délai minimum de 30 jours calendaires avant la date de la fermeture temporaire du site.

Le Titulaire ne pourra pas se prévaloir, ni pour éluder les obligations du marché, ni pour élever une réclamation, des sujétions occasionnées par la suspension de prestations décidées par le Pouvoir Adjudicateur.

Aucune indemnité ne peut être réclamée quelle que soit la durée de la suspension.

### 6.6.2 Suppression des prestations

Le Pouvoir Adjudicateur peut être contraint à fermer (fermeture définitive du site) un ou plusieurs des bâtiments compris dans le marché subséquent. Les prestations programmées concernant ce(s) bâtiment(s) ou partie de bâtiment, seront donc supprimées.

Le Pouvoir Adjudicateur informera le Titulaire de ce changement par écrit, de la date exacte de fermeture de ce(s) bâtiment(s) dans un délai minimum de 30 jours calendaires avant celle-ci.

Ces modifications font l'objet d'un avenant au marché subséquent de la part du Pouvoir Adjudicateur :

- Supprimant les prestations programmées concernant le ou les bâtiments ou partie de bâtiment dans les pièces du marché (CCTP, Annexes techniques etc...).
- Diminuant le prix global et forfaitaire mensuel d'un montant égal au prix forfaitaire mensuel des prestations programmées pour ce ou ces bâtiments.

Le Titulaire ne pourra pas se prévaloir, ni pour éluder les obligations du marché, ni pour élever une réclamation, des sujétions occasionnées par la suppression de prestations décidées par le Pouvoir Adjudicateur. Dans ce cadre, il ne percevra aucune indemnité.

### 6.6.3 Ajout de prestations

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité d'ajouter des prestations au marché subséquent notamment dans les cas suivants :

Extension ou achat d'un bâtiment, récupération de zones initialement louées ou inoccupées.

Pour les ajouts, le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de passer un avenant précisant les prestations à réaliser pour les locaux en question (cahier des charges techniques et décomposition du prix global et forfaitaire, le Titulaire transmettra un devis correspondant aux prestations demandées en rapport avec les prix du marché) ou un marché en application de la procédure négociée pour réalisation de prestations similaires (voir article 3.8. du présent CCAP).

## 7 Réception et garanties

**Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre sont soumises à des vérifications destinées à constater que leurs exécutions répondent aux stipulations de l'accord-cadre.**

A l'issue de chaque prestation, le titulaire émarge dans le registre mis à sa disposition par le maître d'ouvrage. Ce document est établi sur la base de la DPGF et sur le calendrier prévisionnel d'intervention défini en réunion de programmation.

Ce document constitue la base sur laquelle les prestations sont vérifiées et acceptées.

La constatation de l'exécution des prestations et les décisions proposées après vérification, sont assurées par le Pôle Patrimoine, conformément aux dispositions des articles 27 à 30 du CCAG-FCS.

Le Pôle Patrimoine pourra assurer une visite de contrôle qualité.

Cette visite pourra avoir lieu à une date qui sera communiquée en temps utile au titulaire, en présence du Pôle Patrimoine ou son représentant, le représentant hiérarchique du titulaire.

Chaque point des espaces vérifiés est apprécié en fonction des critères suivants :

- Acceptable : prestation acceptable mais pouvant le cas échéant être améliorée
- Non-acceptable : action immédiate de la part de l'équipe en place pour remédier au fait reproché

En particulier, il est précisé que le titulaire est tenu de rectifier les prestations réalisées sans rémunération supplémentaire en cas d'erreurs ou de malfaçons constatées, en cours de vérification.



La mention attestant le service fait, qui sera joint à la facture et signée par le représentant du Pouvoir Adjudicateur dûment habilité, vaudra décision de recevoir sans réserve les prestations.

## 8 Résiliation

Les dispositions applicables sont celles du chapitre 7 du CCAG –FCS.

De plus, l'organisme pourra résilier le contrat sans mise en demeure si :

- Le titulaire ne peut justifier du paiement des primes d'assurance visées à l'article 3.2,
- Le titulaire a encouru trois pénalités dans un mois,
- Le titulaire n'intervient pas pendant une semaine,
- Le titulaire ne fournit pas les documents prévus par l'article D 8222-5 du code du travail.
- Le titulaire manque à ces obligations.

En cas de résiliation aux torts du titulaire, cette résiliation peut être simple ou aux frais et risques du titulaire, selon choix de l'organisme.

Dans ce dernier cas, il est passé un marché avec un autre entrepreneur pour l'achèvement des prestations. Les excédents de dépenses qui résultent du nouveau marché sont à la charge du premier titulaire du marché. Ils sont prélevés sur les sommes qui peuvent lui être dues ou sur ses sûretés éventuelles sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance.

Dans le cas d'une diminution des dépenses, l'entreprise ne peut en bénéficier.

En cas de résiliation, il est procédé, le titulaire dûment convoqué, aux constatations relatives aux prestations exécutées et à l'inventaire des matériaux approvisionnés. Il est dressé procès-verbal de ces opérations.

## 9 Litiges et différends

### 9.1 Règlement amiable

Les litiges s'élevant entre les parties font en premier lieu l'objet d'une tentative de règlement amiable dans les conditions du CCAG - FCS.

## 9.2 Arbitrage

---

Conformément aux dispositions de l'article 15 de l'arrêté du 16 juin 2008, en cas de litige survenant dans l'exécution du présent marché, les parties se rapprochent afin de désigner un arbitre conformément aux dispositions du livre IV du code de procédure civile, afin de trouver une solution amiable au litige.

## 9.3 Compétence de juridiction

---

A défaut de règlement amiable et dans l'hypothèse où l'arbitrage ne pourrait donner lieu à un règlement du litige, ce dernier sera porté devant la juridiction de l'ordre judiciaire dont dépend le siège de l'organisme :

Greffes du Tribunal de Judiciaire de Pointe-à-Pitre  
Rue Dugommier  
97110 POINTE-A-PITRE  
Téléphone : 0590 89 69 50

## 9.4 Dérogations aux documents généraux

---

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG par l'article 6-2 du CCAP  
Dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG par l'article 4-1 du CCAP  
Dérogation à l'article 14.1 du CCAG par Pénalités du CCAP  
Dérogation à l'article 32.1k du CCAG par l'article 4-3 du CCAP